

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO

Commission Paritaire : 0411G87909

ISSN : 1951-4727

N° 911 – 17 Mars 2007

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

LES PAGES TOURNEES

Tournée la page Chirac sans doute, mais tournée aussi la page de l'Europe politique. A l'occasion du cinquantième anniversaire de la naissance des institutions européennes, j'avance un pronostic qui vous semblera déraisonnable, d'autant plus que le Président sortant, comme beaucoup de candidats, forment des vœux pour un redémarrage de la « construction » européenne.

« L'Europe doit devenir une puissance politique » : Jacques Chirac fait de cette idée l'un des piliers du message qu'il a livré aux Français. Grâce lui soit rendues pour donner en héritage au peuple de France ses très hautes recommandations, puisées à la source de son expérience diplomatique. Mais ce cadeau, bien emballé, n'a aucun contenu à mon sens.

Sans doute la plupart des candidats font-ils assaut d'europhisme. François Bayrou bien sûr, mais aussi Ségolène Royal. Ils sont tous deux partisans d'une Europe politique et sociale, calquée sur le modèle français, ce qui exclurait toute possibilité de dumping social ou de dumping fiscal. Nicolas Sarkozy se dit également très européen, mais dans la tradition gaulliste de l'Europe des patries dans laquelle les Etats garderaient une grande partie de leur souveraineté, notamment quand les entreprises françaises sont menacées par la concurrence étrangère. Protectionnisme, souveraineté, préférence nationale sont évidemment les thèmes de Villiers et Le Pen, mais aussi de Buffet et Besancenot. Le slogan du Parti Communiste en 1946 « Achetons français, produisons français » garde toute sa fraîcheur cinquante ans plus tard.

Tous ces braves gens, sans doute sincères dans leur vision de l'Europe, ne se rendent pas compte que la page du nationalisme économique est tournée. Certains européens peuvent toujours se révolter contre la mondialisation et la loi du profit, mais ils ne peuvent se mesurer durablement aux choix des Américains, des Japonais, Chinois, Indiens, Coréens qui n'ont aucune envie de revenir en arrière de cinquante ans, même s'ils attendent parfois de leur gouvernement des protections et des interventions ponctuelles, sans lendemain véritable, sans portée majeure. Les paysans américains eux-mêmes sont lâchés par leur administration qui s'engage à réduire de 80% les subventions qui faussent la concurrence. La réalité économique de la mondialisation est plus forte que les pressions corporatistes traduites par les diplomates.

De la sorte, imaginer une « forteresse Europe » protégée contre le Tsunami de la mondialisation est doublement illusoire : il n'y a ni forteresse ni tsunami.

Il n'y a pas de forteresse et, après cinquante ans d'ambiguïtés et de non choix, l'Europe va opter pour devenir un espace de liberté et de créativité au lieu de s'engager dans la construction d'un « pôle politique » capable de tenir la dragée haute aux Américains. En premier lieu, il n'y a aucun consensus au sein des 27 pour une Europe politiquement intégrée. Les Anglais bien sûr, mais aussi les nouveaux venus (et en particulier les Tchèques et les Polonais) n'ont aucune envie de voir s'installer un gouvernement supra-national. Ils sont atlantistes au point d'appeler de leurs vœux un bouclier anti-missile géré par l'OTAN.

En deuxième lieu, le « danger » américain ne masque-t-il pas d'autres dangers que négligent les gouvernements européens aujourd'hui : terrorisme de l'Islam extrême, impérialisme de la Russie, réarmement de la Chine ? L'Europe pourrait-elle mener une diplomatie indépendante dans ces conditions ?

En troisième lieu, l'Europe ne peut pas être conçue uniquement pour la gloire et le pouvoir des Etats, des gouvernants, de la classe politique. L'Europe des Européens devrait être prioritaire par rapport à l'Europe des Etats. Ce dont les Européens ont besoin, c'est d'être libérés de leurs Etats, avec le cortège d'impôts, de bureaucratie, de réglementation. C'est de pouvoir circuler, entreprendre, travailler et échanger librement sans autre contrainte que la confiance mutuelle et le droit commun. C'est dans ces conditions seulement que la compréhension entre les peuples européens se renforcera, que nous apprendrons à gérer et exploiter nos différences, que nous éliminerons la pauvreté et la discrimination. L'Europe retrouvera son esprit et son cœur.

Il y a quelques années, j'ai dialogué avec Pierre Pflimlin qui déplorait qu'après 30 ans l'Europe soit « un géant économique et un nain politique ». Je lui ai répondu : « c'est parce qu'elle a été un nain politique qu'elle est devenue un géant économique ».

Le tsunami menacerait-il le nain politique ? La mondialisation n'est pas un fléau, mais une libération. Elle met les Etats du monde entier en concurrence, les incitant à abaisser leurs dépenses, à réformer la fiscalité et la protection sociale, à renoncer au dirigisme stérile et coûteux. Evidemment, elle met fin aux privilèges, aux positions indûment acquises, et elle met chacun devant ses responsabilités. Le passage de l'assistanat à la responsabilité est certes difficile, mais quelles perspectives pour les années et les générations à venir !

Il est souvent salutaire de se remettre en cause, et de trouver les voies de son propre développement. Il est temps de rendre aux Européens l'occasion et la fierté de montrer ce dont ils sont capables de faire pour le service de la communauté mondiale. Tant pis pour les nostalgiques de l'Etat et les professionnels de la politique.

Jacques Garello

Conjoncture

FAIRE DE LA FRANCE UN PARADIS FISCAL

Après le SMIC, dont nous avons parlé la semaine dernière, ce sont les impôts qui sont au cœur de la campagne. Jamais, les prélèvements n'ont été aussi élevés. La situation économique du second semestre 2007 et des années suivantes dépendra beaucoup des mesures fiscales proposées par celui ou celle qui sera élu, mais aussi de l'Assemblée Nationale qui sera élue dans la foulée. Il est essentiel que les électeurs aient les idées claires dans ce domaine majeur, en particulier pour faire pression sur la classe politique toute entière. L'avenir économique de la France se joue en partie sur la réforme fiscale.

Le jour de la libération fiscale

Nous avons passé en revue, au fil des semaines, les principales propositions fiscales des candidats. Nous n'y reviendrons pas ici, si ce n'est pour regretter chez certains la timidité des propositions visant à réduire les impôts, la lenteur des délais proposés, et chez d'autres le caractère suicidaire des propositions visant à les stabiliser, voire à les augmenter.

L'impôt est une affaire sérieuse, et notre analyse repose sur les travaux scientifiques présentés dans le guide du candidat (www.guideducandidat.org) par l'ALEPS, Contribuables associés ou encore par l'IREF. Le constat est clair. La France est l'un des champions du monde de la pression fiscale et parafiscale. Les prélèvements obligatoires représentent près de 45% du PIB et il n'y a guère que quelques petits pays du nord de l'Europe à nous dépasser. 45% du PIB, cela représente nettement plus de 50% du revenu des Français. Contribuables associés a calculé ainsi que nous travaillions en moyenne pour l'Etat et les organismes publics comme la Sécu du 1^{er} janvier au 16 juillet, baptisé « jour de la libération fiscale ». C'est ce jour là qu'on commence à travailler pour soi et les siens.

Pourquoi l'impôt est-il un sujet majeur ? Parce qu'il a un impact fondamental sur l'activité économique. Non pas tant, comme le pensent les keynésiens, sur la demande (trop d'impôts, c'est moins de revenu disponible et donc moins de dépenses), que sur l'offre. Une fiscalité excessive réduit l'activité économique, en modifiant les incitations à travailler, entreprendre, investir, faire des heures supplémentaires, épargner, bref créer des richesses nouvelles. Qui va produire, si l'Etat reprend plus de la moitié de nos revenus ? Or on en est là en France.

L'effet LAFFER

C'est en outre un mauvais calcul pour l'Etat, car en réduisant l'offre, on réduit la matière imposable et l'impôt finit par rapporter moins. C'est le fameux effet LAFFER. Il suffit alors de baisser le taux d'imposition pour que l'économie reparte, l'offre étant encouragée, et la progression de la matière imposable finit par rapporter plus de rentrées fiscales, alors que la charge est plus légère pour chacun. Les économistes français savaient déjà cela au XIX^e siècle, lorsqu'ils affirmaient que « les hauts taux » (les impôts élevés) « tuent les totaux » (c'est-à-dire que l'impôt tue l'impôt).

C'est bien le poids global des prélèvements obligatoires qui est en cause. Il est donc essentiel que les Français le sache. L'impôt doit être visible. C'est pour cela que nous sommes pour la feuille de paie vérité (qui permet de connaître le montant de ses cotisations sociales) et contre la retenue à la source de l'impôt sur le revenu (qui rend celui-ci invisible).

Mais il y a aussi la progressivité de l'impôt qui est une question centrale. Elle l'est encore plus quand les impôts progressifs se cumulent, comme avec l'impôt sur le revenu et l'ISF (Impôt de solidarité sur la fortune). Pendant longtemps, certains contribuables ont pu payer ainsi plus de 100% de leur revenu en impôt. On a créé, à juste titre, un bouclier fiscal : le total de l'IRPP, de l'ISF et des impôts locaux ne doit pas dépasser 60% du revenu. Mais comme on y ajoute la CSG et la CRDS, soit 11%, le bouclier est en fait à 71%. Voilà pourquoi Johnny est parti en Suisse et deux assujettis à l'ISF quittent chaque jour le pays : autant de richesses créées en moins. Dans de nombreux pays, comme l'Allemagne, il est anticonstitutionnel de payer plus de 50% d'impôts, car cela remet en cause totalement le droit de propriété. C'est déjà énorme.

La flat tax

Voilà pourquoi un des objectifs prioritaires doit être de supprimer les impôts antiéconomiques, à commencer par l'ISF (mais il y en a d'autres, comme la taxe professionnelle ou les droits de succession). Certains proposent d'en neutraliser les effets en autorisant une déduction des investissements dans les PME. C'est un premier pas. Mais presque plus aucun pays n'impose le patrimoine, qui est déjà surtaxé en France, à l'occasion des mutations, héritages, ventes, plus values, etc. Il faut tout simplement supprimer l'ISF. Pourquoi taxer le patrimoine, qui a été constitué à partir des revenus, alors que l'on a déjà taxé les revenus ?

D'autre part, il faut en finir avec la progressivité de l'impôt. L'objectif doit être de passer à terme à la flat tax, comme dans de nombreux pays d'Europe de l'Est, par exemple à 20%. Dans un premier temps, il faut en tous cas supprimer les tranches supérieures. Et ne pas dépasser 30%. C'est déjà considérable de prendre aux plus créatifs et entreprenants presque le tiers de ce qu'ils gagnent. Avec la flat tax, chacun saura qu'il travaille pour les siens et non pour l'Etat. Et l'intérêt personnel bien compris est le plus puissant des stimulants.

Le reste de la réforme des prélèvements dépend de la réforme de l'Etat. On réduira les cotisations sociales le jour où la concurrence existera dans la protection sociale, et où on abandonnera la répartition pour passer à la capitalisation. Il faut parallèlement entreprendre les grandes réformes de fond de l'Etat (privatiser, ne pas remplacer les fonctionnaires partant en retraite). Mais il ne faut pas commettre l'erreur de tous les hommes politiques : attendre que la croissance soit là pour baisser les impôts. C'est l'inverse qu'il faut faire : il faut baisser les impôts de suite pour que la croissance reparte.

Tout cela est simple. L'ensemble des réformes dont la France a besoin prend une soixantaine de pages dans notre guide du candidat. C'est sans doute trop simple pour la classe politique. Cela ne s'enseigne pas à l'ENA. Mais les Français, eux, peuvent le comprendre car ils vivent au contact du réel. L'économie se porte mieux, quand on laisse à ceux qui travaillent le fruit de leurs efforts. Un paradis fiscal devient toujours un paradis économique.

REGIONS : GASPILLAGES SOCIALISTES

Notre excellent confrère Valeurs Actuelles vient de publier, sous le titre « L'enquête qui accuse. Régions : la facture socialiste » une enquête fort instructive et détaillée (6 pages) sur les impôts et les dépenses dans les 20 régions françaises dirigées par les socialistes, à partir d'un Livre noir des régions socialistes, dirigé par R. KAROUTCHI. On y trouve une confirmation : l'explosion des impôts régionaux, sujet dont nous avons déjà parlé, en particulier à propos du livre de Gérard BRAMOULLE sur le sujet. Avec des hausses d'impôts parfois supérieures à 50%, sans parler de l'explosion de la dette, c'est-à-dire des impôts de demain.

Ce sont pourtant les régions socialistes que Ségolène ROYAL donne en exemple comme une gestion qui anticipe ce qu'elle fera lorsqu'elle sera au pouvoir. Mais, évidemment, comme l'explique souvent Contribuables associés, si l'on augmente les impôts c'est pour financer des dépenses. Il faut baisser les impôts, mais il faut aussi s'attaquer aux dépenses publiques. Or c'est là que l'enquête de Valeurs actuelles et du Livre noir fourmille d'exemples de dépenses plus indispensables les unes que les autres. Sans aucun souci d'exhaustivité, nous en publions quelques uns. Comme le dit Madame ROYAL, la politique aujourd'hui se fait par la preuve. Voilà la preuve, en effet.

400 000 euros pour participer à la création d'un musée Salvador ALLENDE à Santiago du Chili (alors que le gouvernement chilien lui-même a donné 150 000 euros) (Ile-de-France).

380 000 euros pour doubler en breton les séries américaines comme Colombo (pour en finir avec l'impérialisme du français sans doute) (Bretagne).

65 000 euros pour financer un spectacle de musique hip hop à Santiago du Chili, décidemment très à la mode (Ile-de-France).

30 000 euros comme participation au festival Ethical fashion show organisé par l'association Universal love (Ile-de-France) : l'amour n'a pas de prix.

30 000 euros pour faire une étude sur la façon dont le journal du conseil régional est perçue. Vraiment indispensable (Haute-Normandie).

400 000 euros pour la « défense des droits de l'homme » en Basse-Normandie. Sans doute les droits de l'homme socialiste.

10 millions d'euros pour créer un journal régional « gratuit » (Ile-de-France), sûrement pour chanter la gloire des élus socialistes.

1,9 million d'euros pour frais de réception (Ile-de-France), sans doute ce que les imitateurs de Jack LANG appellent « les cocktails onéreux » dont raffole l'ancien ministre.

18,5 millions pour louer des panneaux d'affichage pour la campagne de publicité du Conseil régional (Languedoc-Roussillon) : cela ne comptera pas dans les dépenses de campagne.

4,3 millions pour mettre en place sur trois ans un nouveau logo (Pays-de-la Loire) : pour ce prix là, nous en aurions bien proposé une dizaine...

2 millions d'euros pour financer 180 emplois aidés (Limousin) : cela fait cher de l'emploi, sans parler des emplois détruits par le supplément d'impôt.

500 000 euros pour organiser une fête destinée à « développer le sentiment de mieux vivre ensemble » (Ile-de-France). Est-ce qu'on n'aurait pas mieux vécu ensemble en baissant d'autant les impôts ?

300 000 euros pour créer une équipe de cyclisme professionnel (Bretagne). C'est bien connu, jamais les sponsors privés ne financent d'équipes cyclistes, on attendait pour cela le Conseil régional.

110 000 euros pour une étude destinée à justifier la création d'une nouvelle entité administrative (Bourgogne). Ils ont raison, en France on manque « d'entités administratives ».

Etc. On est content de savoir enfin que nos impôts servent à quelque chose. Voilà de vrais bons investissements, qui préparent l'avenir... des socialistes.

LES FRANÇAIS JUGENT LA SECU TROP CHERE ET PEU FIABLE

A en croire la plupart des candidats aux présidentielles, notre protection sociale est le sommet de la civilisation, le modèle qu'il faut étendre au monde entier, à commencer par l'Europe. Mais qu'en pensent réellement les Français ? Certes, ils ont été marqués par des décennies de propagande et les médias vantent sans cesse les bienfaits de la protection sociale publique et du monopole de la Sécu. Pourtant, ils commencent à douter, comme le montre un récent sondage

Il s'agit d'une enquête Eurobaromètre menée dans les 27 pays de l'Union européenne auprès de plus de 26 000 personnes. On commence par demander aux Français –et aux autres- s'ils sont heureux. La réponse est oui à 90% en France (à 85% dans la moyenne européenne, à 97% au Danemark, mais à 39% seulement en Bulgarie). Question saugrenue, car le bonheur n'est pas affaire d'Etat et de politique, et on peut être heureux en dépit des bêtises des États, par exemple dans sa vie affective ou professionnelle. Contrairement à ce que pensent tous les constructivistes, l'Etat n'est pas en charge du bonheur.

Autre question : est-ce que le système de protection sociale assure « une large couverture ». Oui, pour 74% des Français (comme les Belges ou les Luxembourgeois -72% et 75%- et contrairement aux Portugais -10%- et aux Bulgares -8%). Cela ne veut pas dire qu'ils soient satisfaits du système ou de son rapport qualité prix, mais seulement qu'ils reconnaissent que leur système est très protecteur, en les assurant contre tout : c'est un Etat providence et ils en sont conscients. On peut en déduire qu'ils ne souhaitent pas aller plus loin dans cette direction, puisqu'il est déjà très protecteur, contrairement à ce qu'affirme la gauche.

Mais les deux questions suivantes éclairent mieux la position des Français. Est-ce que cette protection est efficace, en particulier en matière de retraite ? Ce sont les Français qui sont les moins confiants dans l'avenir de leurs retraites (32% contre une moyenne européenne de 42%). Autrement dit, ils trouvent le système de retraite « généreux », mais ils savent qu'il est condamné et que cette « générosité » conduira à la faillite : leurs retraites ne seront plus assurées. D'une manière plus générale, ils sont inquiets pour la génération future, car ils pensent à 76% (64% chez les Européens) que la vie de la prochaine génération sera plus difficile que la leur. Autrement dit, l'avenir de la protection sociale n'est pas assuré. Ils ne savent pas qu'il existe d'autres solutions (comme la retraite par capitalisation), mais ils semblent prêts à entendre un autre discours.

Autre question, en ont-ils pour leur argent ? 65% des Français estiment que cette protection sociale coûte trop cher (51% des Européens). C'est une réponse très intéressante, car on est sûr que les Français minimisent le coût de la Sécu, qui leur est caché. Il faudrait une opération comme le versement du salaire complet, que nous proposons dans notre guide du candidat (www.guideducandidat.org), pour qu'ils connaissent le vrai coût de la protection sociale. Ils seraient alors encore plus nombreux à trouver ce coût excessif. Mais, même avec l'ignorance actuelle, ce sont quand même les deux tiers des Français qui trouvent le système trop coûteux.

Trop coûteux, inefficace, condamné à terme, voilà un verdict bien sévère pour notre merveilleuse protection sociale.

La vérité commence à poindre. Il faut encore mieux la faire connaître, comme il faut faire connaître aux Français les solutions libérales et marchandes. Ils pourraient ainsi facilement comprendre que la concurrence est plus efficace et moins chère que le monopole, et donc qu'il faut mettre fin au monopole de la Sécu. Il faut pour cela faire connaître nos analyses et nos propositions. Si chaque Français lisait le guide du candidat, les mentalités évolueraient vite. Car avoir comme les Français un regard de lucidité sur la situation actuelle, c'est déjà faire la moitié du chemin. Reste à leur expliquer qu'il existe des solutions et qu'elles se trouvent du côté de quelque chose dont personne ne leur a jamais parlé objectivement : le libéralisme.

« **HUMANISER LE TRAVAIL DANS UNE SOCIÉTÉ LIBRE** »

C'était le titre du colloque organisé par l'Association des économistes catholiques (AEC), que préside Jean-Yves NAUDET, et la Fondation de service politique. Près de 300 personnes y ont participé. Il s'agissait pourtant d'un sujet austère : que signifient dans l'entreprise les principes posés par la doctrine sociale de l'Eglise à propos du travail et de l'emploi ?

Ce colloque a retenu l'attention des plus hautes autorités de l'Eglise, puisque Monseigneur CREPALDI, Secrétaire du Conseil pontifical Justice et Paix, bras droit du cardinal MARTINO et principal rédacteur du compendium sur la Doctrine sociale de l'Eglise avait accepté de présider le colloque et d'y faire une communication. Ainsi le dialogue se poursuit-il et s'approfondit-il entre les prélats et les économistes de l'AEC, dont certains, tels Jacques GARELLO et Jean Yves NAUDET, ne cachent pas leurs opinions libérales. On notera d'ailleurs que le texte de Jean-Yves NAUDET a été publié aussitôt sur le site officiel de l'observatoire cardinal VAN THUAN sur la doctrine sociale de l'Eglise, lié à Justice et paix, en français et en italien, au même titre que celui de Monseigneur CREPALDI. Ceux qui ne voulaient pas croire que l'Eglise, surtout avec JEAN-PAUL II, avait clairement pris position pour l'économie de libre marché en seront pour leurs frais.

Il est impossible de résumer le texte des interventions. Elles paraîtront ultérieurement notamment dans *Liberté politique*. Notons simplement quelques idées. Pour Monseigneur CREPALDI, l'Eglise est à l'opposé du marxisme, qui voyait l'aliénation dans Dieu et la religion. Pour l'Eglise, l'aliénation réside dans le refus de Dieu et surtout dans le fait de ne pas répondre à l'appel qui est lancé à l'homme pour qu'il accomplisse sa vocation.

Jean-Yves NAUDET a résumé les passages du compendium sur le travail et l'emploi, d'où il résulte que l'homme qui travaille, que ce soit le salarié ou l'entrepreneur, est fondamentalement créateur, puisqu'il crée ce qui n'existait pas, et serviteur, notamment des clients, deux thèmes dans lesquels les libéraux se retrouveront facilement.

Le client a d'ailleurs été au centre des interventions remarquables des deux chefs d'entreprise présents, Xavier FONTANET et François MICHELIN. Le PDG d'Essilor, Président de la Commission éthique du MEDEF, a expliqué comment il voulait faire comprendre aux salariés et aux autres que ce n'est pas lui qui ferme une usine, mais le client. Et il a assimilé concurrence et liberté, et la liberté, c'est la flexibilité. L'entreprise n'existe que si elle rend un service. Tout est dans la différence, a-t-il affirmé, attaquant au passage la sociologie, qui conduit au marxisme en catégorisant. Quant au soi-disant intérêt général, il conduit au monopole et au corporatisme. C'est l'hypertrophie de l'Etat qui crée la pauvreté.

Quant à François MICHELIN, il a captivé son auditoire par la profondeur humaine et spirituelle de son témoignage. Pour lui, chaque être est unique et doit être regardé comme tel. Le patron est un travailleur comme un autre, car il reçoit lui aussi des ordres des clients. Le travail, c'est en fait une œuvre à accomplir. Et c'est le service du client qui donne au travail une dimension infinie. Quant au marxisme, il n'est que l'application du péché originel, c'est-à-dire une doctrine de haine, qui refuse le mode d'emploi de ce qu'est l'homme.

Jacques GARELLO pour sa part a remis les choses au clair sur la précarité et la flexibilité. Il y a une précarité objective, liée aux changements permanents, à la mondialisation, qui doit trouver sa réponse dans la flexibilité, c'est-à-dire dans la capacité d'adaptation. Avec un marché du travail actif et une flexibilité interne dans l'entreprise, le changement d'emploi n'est pas un problème. Quant à la précarité subjective, c'est celle qu'engendre la peur du lendemain. Elle est soigneusement attisée par ces marchands de peur que sont les hommes de l'Etat, qui veulent apparaître au peuple comme la divine Providence, car l'Etat réglera tous les problèmes en distribuant des droits nouveaux, il garantira une société d'où toute incertitude sera exclue. Ainsi s'invente la société à risque zéro. C'est la négation de la vie, car la vie est précarité. Il faut combattre cette peur, et pour cela la compenser par d'autres certitudes, par les vertus d'Espérance et de Charité, de façon à devenir responsable dans l'éducation, l'activité, la vie.

Bien d'autres interventions mériteraient d'être citées. Mais ce qui nous semble essentiel, c'est que soit noué ce dialogue entre les hommes d'Eglise et les économistes, dans un grand respect réciproque, mais aussi dans le souci commun de comprendre et faire comprendre les réalités et les exigences éthiques de la vie économique. Il faut en finir avec la façon caricaturale dont les médias parlent de l'économie de libre marché, pourtant la mieux adaptée à la nature humaine.

HARMONISER POUR BATIR L'EUROPE SOCIALE

La troisième journée de la 29^e Université d'Eté de la Nouvelle Economie (mardi 29 août 2006) s'ouvrait avec la traditionnelle présentation audio visuel. Nous en retranscrivons cette semaine la première partie. Suite et fin dans le prochain numéro de la Nouvelle Lettre.

1. L'Europe Sociale : ce slogan a été celui des socialistes français durant la campagne pour les dernières élections européennes. Il a aussi inspiré tous les tenants du oui au referendum sur le projet de constitution de l'Union Européenne.

Qui ne souhaiterait une Europe où le progrès social accompagnerait la croissance économique ? La question est de savoir comment bâtir cette Europe sociale.

En 1989 était signée la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs européens. Elle donnait un sens précis à l'Europe sociale : une Europe au sein de laquelle le marché du travail serait harmonisé, où tous les travailleurs bénéficieraient des mêmes avantages et présenteraient un front syndical uni face au patronat européen.

Cette Charte a été fidèlement reprise par le projet constitutionnel qui, dans sa deuxième partie, énumère les droits fondamentaux dont doivent jouir les citoyens européens, parmi lesquels figurent ces fameux droits sociaux.

2. Le modèle rhénan : la construction européenne serait ainsi conçue suivant le « modèle rhénan », que l'on oppose volontiers au modèle anglo-saxon : c'est, une fois de plus, l'harmonisation dirigée contre la concurrence sauvage, la social-démocratie contre le capitalisme des marchands.

France et Allemagne ont fait ce choix de société et de relations sociales, où les syndicats ont une large place dans la gestion des entreprises et la vie publique. La Charte Sociale prévoit le monopole de représentation des travailleurs par les syndicats, la négociation collective des contrats du travail, la cogestion si possible, et surtout la réglementation qui permet de garantir les conditions de travail, et de rupture du contrat de travail.

Le modèle rhénan a pourtant fait la preuve de son échec. Echec économique, parce que la rigidité du marché du travail a créé un chômage massif et freiné la croissance. Echec social, parce que la paix sociale n'a pas été au rendez-vous, surtout en France où les syndicats très politisés ont été à la pointe de l'agitation et abusé du droit de grève. Mais tandis que l'Allemagne et les socialistes allemands atténuaient les méfaits du modèle rhénan, la classe dirigeante française durcissait son intention d'imposer le modèle rhénan à l'ensemble de l'Europe.

3. Le plombier polonais : le débat sur l'Europe Sociale est devenu encore plus aigu avec l'élargissement de l'Europe.

La plupart des pays nouveaux venus ont été plutôt tentés par le modèle anglo-saxon. Dans leur désir d'accéder rapidement à la liberté économique et à la croissance qu'elle entraîne, les peuples libérés du communisme n'ont pas voulu s'enfermer dans le carcan syndical ; ils ont rêvé de promotion personnelle bien plus que d'égalitarisme harmonisé.

Ils ont été vite prêts pour la concurrence. Se contentant pour l'instant d'un niveau de rémunérations et de conditions de travail moins favorables que ceux de leurs congénères occidentaux, les travailleurs d'Europe centrale et de l'Est étaient en bonne position sur le marché du travail européen.

Par voie de conséquence, les entreprises utilisant une main d'œuvre moins coûteuse et plus motivée se trouvent plus compétitives. Les délocalisations vers les nouveaux pays se multiplient, et –de façon encore plus spectaculaire- entreprises et travailleurs de l'Est s'installent à l'Ouest.

La circulaire Bolkestein, dans la logique de la libéralisation des échanges au sein de l'Union, avait prévu de supprimer totalement les frontières de l'Union s'agissant des activités de service. La campagne menée en France contre le plombier polonais, suspect de venir réparer les tuyauteries françaises à un prix défiant toute concurrence locale, a abouti non seulement au rejet du projet de constitution européenne, mais aussi finalement à l'abolition de fait de la circulaire Bolkestein.

4. Le marché du travail sous surveillance européenne : le sort réservé à la circulaire Bolkestein traduit la volonté du Parlement et de la Commission de Bruxelles de surveiller et réglementer le marché du travail pour éviter les méfaits d'une concurrence « dommageable » entre travailleurs européens. Le « dumping social » serait aussi dangereux que le dumping fiscal. Dans cette optique, il faudrait s'en tenir aux principes de la Charte Sociale et mettre tous les travailleurs européens sur un pied d'égalité.

Les autorités bruxelloises ont progressivement développé un droit social européen, il faut le renforcer. Récemment la question s'est posée de savoir si une entreprise dans un pays membre de l'Union avait le droit de refuser l'embauche d'un fumeur.

La tendance est donc actuellement à étendre le champ de la réglementation au niveau européen, de façon à enrichir et harmoniser les réglementations nationales. Les syndicats sont favorables à cette orientation, mais sont déçus de ne pas avoir encore reçu au niveau européen le rôle dominant qu'ils pouvaient espérer.

5. L'entreprise : une exigence de flexibilité. La compétitivité des entreprises, indispensable dans un contexte de mondialisation, exige chaque jour davantage de flexibilité.

La compétition sur les coûts et la qualité, les performances des pays émergents, les surprises de débouchés nouveaux mais instables, requièrent une attention permanente dans la gestion et un supplément de souplesse. L'harmonisation signifie au contraire l'alignement sur une législation inadaptée parce que globale, concernant une main d'œuvre de qualification et de motivation différentes, frappant des entreprises de taille inégale dans des activités très diverses. Cette harmonisation n'a même pas le mérite de la sécurité, parce que cette législation peut changer du jour au lendemain sous la pression politique et syndicale, comme on a pu le voir avec la directive Bolkestein. L'exemple français prouve qu'un Code du Travail peut être enrichi de décrets ministériels à la cadence de plusieurs par mois. Les entreprises sont ainsi dans un environnement social incertain.

Ainsi la rigidité du travail a-t-elle atteint un niveau dommageable pour toutes les entreprises européennes. Pour l'instant elles peuvent encore réagir en se délocalisant dans les pays qui ne sont pas encore alignés sur le modèle rhénan. Si l'Europe devait poursuivre dans ce sens, elles n'auraient plus le choix qu'entre la délocalisation en dehors de l'Union ou en dehors de l'Europe. Certaines ont déjà fait ce choix.

Avis à nos lecteurs

La Nouvelle Lettre est également affectée par la rigidité du temps de travail ! Pour cause de RTT, notre prochain numéro sera daté du 31 mars 2007.

Nous vous donnons donc rendez vous à cette date pour le numéro 912.

Merci de votre fidélité.

La rédaction

AU SOMMAIRE DU N°911 :

EDITORIAL : Les pages tournées pp. 1-2

CONJONCTURE : Faire de la France un paradis fiscal pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Régions : gaspillages socialistes p. 4 – Les Français jugent la Sécu trop chère et peu fiable p. 5 – « Humaniser le travail dans une société libre » p. 6.

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : Harmoniser pour bâtir l'Europe sociale pp. 7-8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille